

Zweite Sitzung – Deuxième séance

Dienstag, 1. Dezember 1998

Mardi 1er décembre 1998

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Rhinow René (R, BL)

96.091

Bundesverfassung. Reform

Constitution fédérale. Réforme

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 1099 hiervor – Voir page 1099 ci-devant

Beschluss des Nationalrates vom 30. November 1998

Décision du Conseil national du 30 novembre 1998

A1. Bundesbeschluss über eine neue Bundesverfassung (Titel, Art. 1–126, 185)

A1. Arrêté fédéral relatif à une mise à jour de la Constitution fédérale (titre, art. 1–126, 185)

Art. 57h

Antrag der Kommission

Abs. 1bis, 3bis

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 2

Festhalten

Art. 57h

Proposition de la commission

Al. 1bis, 3bis

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 2

Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Il n'est peut-être pas inutile, au départ de l'examen de ces divergences, de rappeler un peu la systématique et le programme qui nous attend durant cette session. Aujourd'hui, nous allons éliminer – tel est le vœu en tout cas de la commission, unanime – quelques divergences relatives au projet A1 partie 2, c'est-à-dire de l'article 57h à l'article 126 et les dispositions transitoires. Dans une semaine, nous serons appelés à nous pencher sur les divergences portant sur le projet A2, c'est-à-dire de l'article 127 à l'article 184. Le vendredi 11 décembre aura lieu la Conférence de conciliation entre les Commissions de la révision constitutionnelle du Conseil national et de notre Conseil. Ensuite, le mardi 15 décembre, nous serons appelés à nous prononcer sur les propositions de cette Conférence de conciliation, étant entendu que la volonté du Conseil fédéral et celle des Commissions de la révision constitutionnelle et des Bureaux est que nous puissions passer ce projet A en votation finale le vendredi 18 décembre, dernier jour de session de l'année 1998. Tout a été mis en œuvre, aussi bien par notre Bureau que par le Bureau du Conseil national, pour que nous puissions tenir ce programme ambitieux.

En ce qui concerne ce projet A1 partie 2, soit les articles 57h et suivants, nous nous sommes ralliés environ sur le 50 pour cent des divergences que nous avons constatées au Conseil national.

Pour ce qui concerne l'article 57h, nous nous sommes ralliés à la nouvelle systématique. Vous constatez que l'alinéa 1bis devient l'alinéa 3bis. Votre commission n'a pas opposé son veto à ce changement de systématique.

En revanche, et c'est un point important à signaler, nous avons maintenu la version de notre Conseil à l'alinéa 2. Notre rédaction élimine l'élément de phrase suivant: «Afin de préserver la paix des langues»; en allemand: «Zur Wahrung des Sprachfriedens». Cet élément de phrase n'est pas dans la version de notre Conseil, car la commission considère, à l'unanimité, qu'à la fin de ce siècle il est quasiment incongru de parler de maintien de la paix des langues dans une Suisse en plein processus d'intégration européenne. Nous considérons que nous avons, à ce stade, à maintenir notre version et à ne pas donner à penser que la paix des langues est un souci dans notre pays. Peut-être que la Conférence de conciliation trouvera une autre formule parlant d'«harmonie entre les communautés linguistiques» ou quelque chose d'autre; peut-être aussi que nous arriverons à faire accepter notre point de vue par la Conférence de conciliation.

En l'état, votre commission vous propose, en éliminant la notion de «paix des langues», de maintenir la décision de notre Conseil à l'alinéa 2.

Angenommen – Adopté

Art. 57k

Antrag der Kommission

Festhalten

Proposition de la commission

Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: L'article 57k, qui ouvre la section consacrée à l'aménagement du territoire et à la protection de l'environnement, est chapeauté par cette disposition sur le développement durable, «Nachhaltigkeit». Notre commission souhaite maintenir cette divergence, considérant en effet que le développement durable et sa définition, telle qu'elle figure sur le dépliant, appartiennent bel et bien à ce chapitre et que c'est tout à fait important de disposer, dans la Constitution fédérale, d'une définition du développement durable.

Les définitions du développement durable sont nombreuses. C'est encore un terme qui reste flou. La commission propose de maintenir cette définition, qui deviendra désormais officielle à l'occasion de cet exercice de mise à jour de la constitution, en tête du chapitre consacré à l'aménagement du territoire, et de ne pas adhérer à la décision du Conseil national qui, sous un autre libellé, veut ancrer le développement durable à l'article 2 alinéa 2, ce que nous avons rejeté de façon catégorique et sans opposition.

Maintien donc de notre décision à l'article 57k.

Angenommen – Adopté

Art. 71

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 71, nous nous sommes ralliés à la décision du Conseil national qui, dans cet article consacré au transport ferroviaire, à la navigation et à l'aviation, avait introduit les téléphériques, «die Seilbahnen».

Nous avons modifié notre point de vue parce qu'avant tout, la Conférence des gouvernements cantonaux qui, au départ des délibérations, en avait fait une question de principe, s'est ralliée à la décision du Conseil national, après avoir examiné l'ensemble de la question. Elle a considéré que c'était finalement un avantage d'intégrer également les téléphériques dans le champ de compétence très large de la Confédération en la matière, et que le risque qui avait été perçu au départ comme très concret de voir la Confédération empiéter sur

des compétences traditionnelles des cantons, notamment en matière d'installations touristiques pour les champs de ski – c'est ce qui avait fait peur aux gouvernements cantonaux dans un premier temps – était plus qu'hypothétique. En effet, la législation fédérale et les législations cantonales mettent déjà suffisamment de conditions-cadres à l'octroi de telles concessions et à la construction ou à la modernisation de telles installations. Si bien que le système, ici, au contraire, peut se traduire par un avantage de voir la Confédération globalement compétente pour toute cette question des transports par rail, par câble ou dans les airs.

Angenommen – Adopté

Art. 72 Abs. 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 72 al. 3

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: L'article 72 marque la victoire des défenseurs des chemins et des sentiers pédestres dans notre Conseil, puisque nous nous rallions à la décision du Conseil national. Nous acceptons par conséquent d'introduire dans la constitution l'alinéa 3 du projet du Conseil fédéral, considérant que cette question, qui est d'une importance mineure juridiquement, peut revêtir une importance psychologique extrêmement importante, au moment du vote du peuple et des cantons sur la mise à jour de la Constitution fédérale, et qu'il est peut-être inutile ici de faire trop de jurisme. Il est politiquement habile de reprendre l'article 72 dans la version sur laquelle le peuple, il n'y a pas si longtemps, a été amené à se prononcer. Votre commission vous propose ici également de vous rallier à la décision du Conseil national.

Angenommen – Adopté

Art. 75 Abs. 1

Antrag der Kommission

(Übereinstimmender Antrag beider Kommissionen gemäss Art. 16 Abs. 3 GVG)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 75 al. 1

Proposition de la commission

(Proposition d'un commun accord des deux commissions selon l'art. 16 al. 3 LREC)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: L'article 75 a suivi une procédure particulière, puisque c'est suite à la proposition d'un commun accord des deux commissions, et alors qu'il n'y avait pas de divergence au départ, qu'il a été revu et que nous en revenons à la version du projet du Conseil fédéral. Ici aussi, l'importance est plus politique que juridique. Le projet du Conseil fédéral dispose: «Les services postaux et les télécommunications relèvent de la compétence de la Confédération.»

Nous avons, dans un premier temps, évoqué la législation sur les services postaux. On a vu dans cette modification une volonté de camoufler un désir de privatisation totale de ces secteurs. C'est pour cela que, d'un commun accord entre les deux commissions, nous en sommes maintenant revenus à la version initiale du Conseil fédéral. Cette version d'ailleurs n'exclut absolument pas la possibilité de concessionner ce genre de service public.

La commission vous propose de vous rallier à cette décision commune des deux commissions et d'éliminer ainsi cette pseudo-divergence.

Angenommen – Adopté

Art. 85 Abs. 3

Antrag der Kommission

Festhalten

Art. 85 al. 3

Proposition de la commission

Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Si nous maintenons la divergence aussi bien en commission qu'au plénum, c'est que nous avons eu largement l'occasion de débattre de façon très concrète de l'élément de phrase qui mentionne la concurrence. Une grande majorité de notre Conseil tient par-dessus tout à voir figurer ici cette référence à la concurrence et aux mesures qui peuvent menacer cette concurrence. Il y a là la volonté d'affirmer que la concurrence reste en principe, dans notre pays, la règle du marché.

C'est dans ce sens que la commission vous propose, sans opposition, de maintenir votre décision.

Angenommen – Adopté

Art. 95

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 95, il s'agit d'une divergence pour les esthètes: est-ce que le titre doit être «Agriculture» ou «Politique agricole»? Nous avons décidé, pour ne pas continuer à traîner avec nous ce boulet et cette divergence supplémentaire, de nous rallier au titre décidé par le Conseil national, «Agriculture», et non pas à celui de notre Conseil «Politique agricole», pour des raisons d'ailleurs que la commission n'a pas comprises; mais il n'est pas toujours indispensable de tout comprendre dans un exercice tel que celui que nous menons depuis plus d'une année!

Angenommen – Adopté

Art. 100 Abs. 1

Antrag der Kommission

Festhalten

Art. 100 al. 1

Proposition de la commission

Maintenir

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: A l'article 100, nous maintenons la divergence concernant le bail à loyer, considérant que la formulation du Conseil national, qui parle de «l'annulabilité des congés abusifs», est extrêmement complexe, et qu'il est difficile de se rendre compte de ce qu'elle recouvre exactement. Nous considérons que dans la version de notre Conseil, qui parle des «abus en matière de bail à loyer, notamment contre les loyers et les congés abusifs», cette notion de «congés abusifs» englobe tout à fait la notion «d'annulabilité des congés abusifs», et que l'effet juridique n'est absolument pas différent, suivant que l'on retient la version du Conseil national ou celle de notre Conseil.

En conséquence, notre version étant beaucoup plus compréhensible, nous vous proposons de la maintenir, et ceci sans opposition en commission.

Angenommen – Adopté

Art. 101

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. abis

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Leumann, Aeby, Frick, Gentil, Respini, Saudan, Schüle)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Abs. 3

Mehrheit

Festhalten

Minderheit

(Gentil, Aeby, Büttiker, Respini)

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 101

Proposition de la commission

Al. 1 let. abis

Majorité

Maintenir

Minorité

(Leumann, Aeby, Frick, Gentil, Respini, Saudan, Schüle)

Adhérer à la décision du Conseil national

Al. 3

Majorité

Maintenir

Minorité

(Gentil, Aeby, Büttiker, Respini)

Adhérer à la décision du Conseil national

Abs. 1 Bst. abis – Al. 1 let. abis

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: La majorité de la commission considère que le fait que la Suisse ait adhéré à tous les textes internationaux en matière de protection de l'enfance nous dispense d'inscrire expressément l'interdiction du travail des enfants dans la constitution.

En outre, l'interdiction du travail des enfants peut être mal comprise et pourrait empêcher des enfants d'une famille agricole, les enfants d'un épiciers, les enfants d'un cordonnier, etc., de temps à autre de donner un coup de main à leurs parents. Dans ce sens, la majorité souhaite biffer cette lettre abis, alors même que l'interdiction du travail des enfants s'adresse évidemment à une interdiction dans le cadre de la législation ordinaire sur le travail. Mais c'est la crainte que cette interdiction soit différemment comprise, c'est devant la montée aussi de mouvements de défense des enfants que la majorité de la commission craint des abus suite à l'inscription de cette disposition.

La commission a cherché d'autres formulations qui soient à même de concilier les propositions de la majorité et de la minorité. Toutes ces tentatives de formulation se sont avérées pires et ont échoué.

En conséquence, la commission arrive devant vous très partagée, comme vous le constatez d'après le dépliant.

Leumann Helen (R, LU): Ich kann mich sehr kurz fassen, denn die Argumente liegen eigentlich schon auf dem Tisch, seit wir mit der Beratung der Bundesverfassung begonnen haben. Sie haben sich bei keiner von beiden Seiten geändert. Ich möchte nur noch einmal bestätigen, was Herr Aeby gesagt hat, nämlich: dass wir das Verbot der Kinderarbeit in unserem Rechtswesen ja geregelt haben und dass es sich hierbei nicht um ein Verbot im Sinne von Mithilfe im Haushalt oder zu Hause auf dem Hof oder so handeln kann, sondern um ein grundsätzliches Verbot der Kinderarbeit.

Ich möchte vor allen Dingen darauf hinweisen, dass der Nationalrat diesem Verbot der Kinderarbeit mit 102 zu 38 Stimmen sehr deutlich zugestimmt hat. Es ist eine Differenz, die wir jetzt eliminieren könnten. Wir waren in der Kommission eine starke Minderheit.

Ohne dass ich jetzt noch einmal die ganzen Argumente wiederhole, meine ich, wir sollten uns dem Beschluss des Nationalrates anschliessen.

Forster Erika (R, SG): Ich bitte Sie, an der Differenz festzuhalten. Heraufstufen macht im Rahmen der Nachführung meines Erachtens nur dort Sinn, wo es um neue, moderne Probleme geht. Deshalb haben wir beispielsweise den Datenschutz von der Stufe der einfachen Gesetzgebung auf Verfassungsstufe gehoben. Aber Kinderarbeit ist in unserem

Land doch kein Problem; es denkt kein Mensch daran, in den Fabriken je wieder Kinderarbeit einzuführen!

Während der Zeit, als die Kinderarbeit auch in unserem Land üblich war, gab es keinen Verfassungsartikel; jetzt möchte man einen Verfassungsartikel einfügen. Ich denke, wir haben dieses Problem über die Gesetzgebung gelöst. Für mich ist es ein falsches Signal, wenn wir jetzt das Verbot der Kinderarbeit in die Verfassung einfügen.

Ich bitte Sie deshalb, die Mehrheit zu unterstützen und an unserem Beschluss festzuhalten.

Schallberger Peter-Josef (C, NW): Ich bin sehr dankbar für das Votum, das wir soeben gehört haben. Wir haben uns während der Beratungen über die nachgeführte Verfassung sorgfältig überlegt, was unter Nachführung zeitgemäss formuliert werden soll. Wir haben es vermieden, umstrittene Artikel zu ändern, zu streichen oder neu beizufügen. So haben wir die Aufhebung der Kantonsklausel auf eine separate Vorlage verwiesen und ebenso die Streichung des Bistumsartikels gemäss Antrag der Staatspolitischen Kommission in die Vernehmlassung gegeben, ohne diesen Artikel aus unserem Entwurf zu streichen.

Hier beantragt nun eine Kommissionsminderheit einen völlig neuen Buchstaben abis, der bei einem nicht unbedeutenden Teil unseres Stimmvolkes Ängste und Vorbehalte auslösen kann. Die Bauernfamilien und viele kleine Gewerbebetriebe sind in «Stosszeiten» auf die Mithilfe auch ihrer Kinder dringend angewiesen. Beteuerungen, es sei nicht die Verunmöglichung dieser Mithilfe gemeint, genügen mir nicht. Eine restriktivere Auslegung ist durch eine Heraufstufung dieses Problems durchaus zu befürchten.

Ich bitte Sie daher dringend, von einer solchen Ergänzung durch einen Buchstaben abis abzusehen.

Danioth Hans (C, UR): Ich möchte das Votum meines Nachbarn unterstützen und ergänzen. Vor allem aber möchte ich eine Frage stellen, die noch nicht beantwortet wurde.

Man argumentiert damit, dass das Verbot der Kinderarbeit in der Verfassung verankert werden soll. Von der Notwendigkeit eines derartigen Verbotes bin ich bisher nicht überzeugt worden. Niemand in diesem Land wird ernstlich an eine exzessive Kinderarbeit denken. Diese Bestimmung in der absoluten und apodiktischen Form, wie sie auf der Fahne steht, könnte natürlich zu Missverständnissen und anderslautenden Interpretationen führen, wie dies Herr Schallberger völlig zu Recht dargelegt hat.

Zu meiner Frage: Wir haben noch eine Differenz bei den ersten Artikeln, bei Artikel 9a, wo wir unter «Schutz der Kinder und Jugendlichen» festhielten: «Kinder und Jugendliche haben Anspruch auf besonderen Schutz ihrer Unversehrtheit und Entwicklung.» Der Nationalrat ging in Artikel 11a noch weiter. Dort heisst es unter dem Titel «Rechte der Kinder und Jugendlichen»: «Die Kinder und Jugendlichen haben Anspruch auf eine harmonische Entwicklung und auf den Schutz, den ihre Situation als Minderjährige erfordert.» Irgendeine diesbezügliche Version wird wohl zum Beschluss erhoben werden. Deckt diese umfassende Bestimmung nicht auch das berechnete Anliegen ab, dass man die Kinder nicht zu unzumutbarer, ihrer Entwicklung zuwiderlaufender Arbeit anhalten soll?

Dann wäre diese Ergänzung in Artikel 101 Absatz 1 Buchstabe abis schon deshalb überflüssig. Um so mehr glaube ich, dass wir von solchen Experimenten absehen sollten.

Aeby Pierre (S, FR): Je m'exprime ici à titre personnel, et non pas comme rapporteur. C'est l'intervention de M. Danioth qui m'y pousse.

Il est faux de dire qu'en Suisse aujourd'hui nous n'avons pas besoin d'une disposition dans la constitution sur l'interdiction du travail des enfants. C'est faux! L'évolution sociale le montre: aujourd'hui, la crise économique fait que on exige de plus en plus des enfants qu'ils travaillent à la sortie de l'école. Ce n'est pas seulement chez les enfants d'indépendants ou de petits indépendants, pas forcément chez les enfants de fa-

milles d'agriculteurs, qu'il y a les plus grands risques, mais aussi du côté des familles de salariés où on demande de plus en plus aux enfants de faire un travail supplémentaire le samedi, parfois le dimanche, pendant les jours de congé, parce que le budget de la famille se restreint. Chacun de nous connaît des exemples. On peut discuter de la façon dont les enfants sont élevés et de ce qu'on exige des enfants en dehors des temps scolaires dans certaines familles.

Il est faux de dire ici que le risque n'existe pas, ou n'existe plus, ou n'existera plus jamais dans notre pays. Ça n'est pas vrai, ça dépend fortement de l'évolution de la situation économique.

Koller Arnold, Bundesrat: Bei Artikel 101, bei der Frage des Verbotes der Kinderarbeit, geht es eindeutig um eine politische Zweckmässigkeitsfrage. Es geht nämlich allein um die Frage, ob wir eine Kompetenz, die der Bund schon aufgrund von Absatz 1 Litera a hat und übrigens auch benutzt hat – das Verbot der Kinderarbeit gilt heute schon in der Schweiz –, jetzt auf Verfassungsstufe heben wollen. Das ist die politische Wertungs- und Zweckmässigkeitsfrage, die Sie zu entscheiden haben.

Der Ständerat und der Bundesrat sind bisher der Meinung gewesen, dass das nicht opportun sei, und zwar aus der Überlegung heraus, dass wir dieses Verbot der Kinderarbeit schon heute haben und eigentlich ein falsches Signal geben würden – als ob das Verbot der Kinderarbeit in der Schweiz heute ein grosses Problem wäre. Das ist die eine Argumentation gewesen.

Die andere Argumentation haben Sie soeben von Herrn Aeby gehört: Es gibt Leute, die befürchten, dass das Problem bei uns wieder aktuell werden könnte. Das ist die Frage, die Sie zu entscheiden haben.

Ich möchte aber vor allem auf folgendes hinweisen: Der Bundesrat hat am 21. September 1998 einen Bericht verabschiedet, in dem er dem Parlament die Genehmigung des Übereinkommens Nr. 138 über das Mindestalter für die Zulassung der Beschäftigung beantragt. Dieses Übereinkommen ist im Jahre 1973 von der Internationalen Arbeitskonferenz angenommen worden. Es legt das Mindestalter für alle Arten von Arbeit grundsätzlich bei 15 Jahren fest, sieht aber für leichtere Arbeiten ein tieferes, nämlich 13 Jahre, und für gefährliche Arbeiten ein höheres Mindestalter, nämlich 18 Jahre, vor. Der Bundesrat schlägt dem Parlament vor, das Übereinkommen in allen Wirtschaftsbereichen, d. h. auch in der Landwirtschaft, in den Gärtnereien, in der Fischerei und in den privaten Haushaltungen, anzuwenden, jedoch reine Familienbetriebe, auf die das Arbeitsgesetz nicht anwendbar ist, von diesem Geltungsbereich auszunehmen.

Der Schweizerische Bauernverband hat sich in der Vernehmlassung zur Genehmigung dieses Abkommens und auch zum grundsätzlichen Einbezug der Landwirtschaft positiv geäußert, allerdings im Wissen darum, dass Familienbetriebe ausgenommen sind, wie ich soeben ausgeführt habe.

Arbeiten, die von Kindern in allgemeinbildenden und berufsbildenden Schulen und in anderen Ausbildungsstätten ausgeführt werden, sowie Arbeiten, die von Kindern im Alter von mindestens 14 Jahren im Rahmen einer Lehre in Betrieben ausgeführt werden, fallen nicht in den Geltungsbereich dieses Abkommens. Ebenfalls nicht erfasst werden Gelegenheitsarbeiten zur Aufbesserung des Taschengelds, also Babysitten, sporadischer Verkauf von Zeitungen und ähnliche Nebenerwerbstätigkeiten.

Ich glaube, Sie werden dieses Abkommen demnächst beraten. Das zeigt Ihnen noch einmal, dass wir das Verbot der Kinderarbeit schon haben, und zwar in einer differenzierten, austarierten Art und Weise.

Ich möchte einfach noch festgehalten haben: Wenn sich der Nationalrat und die Minderheit Leumann durchsetzen, dann ist es sicher zweckmässig, dass man zuhänden der Materialien festhält, dass das Verbot der Kinderarbeit im Sinne dieses Abkommens zu verstehen ist; das wäre wichtig. Im übrigen ist es, wie gesagt, ein Zweckmässigkeits-, ein Wertungsentscheid, den Sie zu treffen haben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit

28 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit

14 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Dans le projet du Conseil fédéral, le 1er août est assimilé à un dimanche. Dans la version du Conseil national, il est assimilé à un dimanche, mais rémunéré. Comme rapporteur, je peux être très bref. Tous les arguments ont été avancés sur ce point. Les opinions au sein de la commission étaient faites, ce qui nous vaut une proposition de minorité qui demande d'adhérer à la décision du Conseil national.

Büttiker Rolf (R, SO): Ich möchte Ihnen beliebt machen, sich hier dem Nationalrat anzuschliessen und dieses unwürdige «Schauspiel» um den 1. August – die Bezahlung des Lohns an diesem Tag und die entsprechende Formulierung in der Verfassung – zu beenden. Wir sind uns in der Sache selbst eigentlich einig, dass der 1. August bezahlt werden muss und dass eine Lohnzahlungspflicht besteht.

In Artikel 116bis Absatz 1 der geltenden Bundesverfassung heisst es: «Der 1. August ist in der ganzen Eidgenossenschaft Bundesfeiertag.» Absatz 2 lautet: «Er ist arbeitsrechtlich den Sonntagen gleichgestellt. Einzelheiten regelt das Gesetz.» Nur ist es bisher durch das Gesetz zu keiner Regelung gekommen. Das Bundesfeiertagsgesetz ist im Parlament gescheitert, und eine Regelung der Sonntagsarbeit im Arbeitsgesetz ist ebenfalls gescheitert.

Somit gilt vorläufig – wenn ich dies richtig sehe, Herr Bundesrat – die Verordnung von 1994; dort ist in Artikel 1 Absatz 3 klar geregelt, dass für den arbeitsfreien Bundesfeiertag volle Lohnzahlungspflicht durch den Arbeitgeber besteht. Diese Verordnung ist derzeit immer noch in Kraft.

Wir befinden uns im Bereich der Nachführung der Bundesverfassung. Auch im Abstimmungskampf betreffend Artikel 116bis der Bundesverfassung ist allen klar gewesen, dass dieser Bundesfeiertag bezahlt werden muss und dass eine Lohnzahlungspflicht besteht. Weil vorläufig keine Regelung besteht, hat der Nationalrat mit deutlichen Mehrheiten auch dies in der Verfassung stipuliert. Eine explizite Regelung auf Verfassungsstufe hätte den Vorteil, dass diese Frage rasch und direkt geklärt werden könnte.

Ich muss Ihnen zugestehen, dass zwei Punkte etwas stossend sind:

1. Man kann sich wirklich fragen, ob die Regelung betreffend die Lohnzahlung an einem Feiertag in die Verfassung gehört.
2. Es ist bis anhin nicht gelungen – weder im Nationalrat noch im Ständerat –, eine klare Formulierung zu finden, die den Tatbestand sauber regelt. Auch in der Kommission hat man sich eigentlich nicht an der Sache gestossen, sondern an der Formulierung.

Ich möchte Ihnen beantragen, das «Schauspiel» zu beenden und mit der Frage der Lohnzahlung am 1. August nicht in die Einigungskonferenz zu gehen, sondern sich jetzt dem Nationalrat bzw. der Minderheit Gentil anzuschliessen und diese Differenz zu bereinigen.

Koller Arnold, Bundesrat: Ich möchte Sie auch dringend bitten, dem Nationalrat zuzustimmen.

Das Prinzip der Lohnzahlungspflicht für den 1. August sollte nicht mehr umstritten sein. Leider hat aber der Gesetzgeber wirklich alle Möglichkeiten verpasst, das Prinzip der Lohnzahlung am 1. August in den geeigneten Gesetzen aufzunehmen; ich denke an das Bundesfeiertagsgesetz und an die erste und zweite Arbeitsgesetzrevision. Man hat jede mögliche Chance, das auf einer angemessenen Hierarchiestufe zu regeln, vorbeigehen lassen.

Ich bin überzeugt: Das ist jetzt eine Frage der Glaubwürdigkeit, auf jeden Fall für den Bundesrat. Der damalige Innenminister, Herr Cotti, hat seinerzeit, vor der Abstimmung, klar gesagt, dass der 1. August ein bezahlter Feiertag sein soll. Jetzt müssen wir diese Verpflichtung tatsächlich erfüllen.

Zuhanden der Materialien soll auch klar festgehalten sein, dass keinerlei Zahlungspflicht für den Staat besteht. Die Zahlungspflicht, und zwar die volle Lohnzahlungspflicht, betrifft natürlich den Arbeitgeber. Er ist der Adressat dieser Verpflichtung. Wenn wir das in den Materialien ausdrücklich so festhalten, haben wir dieses – ich möchte fast sagen: leidige – Problem betreffend den 1. August endlich vom Tisch.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	22 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	15 Stimmen

Art. 118 Abs. 1bis

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 118 al. 1bis

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Dans cette disposition, le Conseil national avait introduit le respect par la loi des principes de l'universalité, de l'égalité de traitement et de la capacité économique. Dans un premier temps, notre Conseil avait refusé de se rallier à cette décision, considérant que ces principes étaient tous trois tout à fait valables pour les impôts directs, mais qu'ils pouvaient nous occasionner certaines difficultés en matière d'imposition indirecte: par exemple, comment respecter la capacité économique concernant la TVA, etc.?

Lors d'un nouvel examen de cette disposition, nous avons trouvé la formulation suivante: «Dans la mesure où la nature de l'impôt le permet, les principes de l'universalité, de l'égalité de traitement et de la capacité économique doivent, en particulier, être respectés.»

La commission considère que c'est là une formulation susceptible de mettre les deux Conseils d'accord. Elle vous propose donc de l'adopter afin que, très vraisemblablement, elle puisse à son tour être adoptée par le Conseil national. Ainsi, une divergence serait éliminée.

Angenommen – Adopté

Ziff. II Abs. 2 Ziff. 2a

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Ch. II al. 2 ch. 2a

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Nous n'avons pas le choix de faire autre chose que d'adhérer à la décision du Conseil national, puisque nous nous sommes ralliés au maintien de cette disposition, article 45bis alinéa 1er, dans le texte de la Constitution fédérale. Notre Conseil avait, au départ, biffé cet alinéa qui s'était retrouvé dans les dispositions transitoires pour permettre à la Confédération, pendant un délai qui devait être, sauf erreur, de dix ans – ou qui n'a pas été fixé –, d'abandonner petit à petit ce renforcement des liens ainsi que la politique qu'elle peut avoir à cet égard.

Or, cet alinéa est maintenu et figure encore et toujours dans la Constitution fédérale. Nous n'avons donc plus à en traiter dans les dispositions transitoires. C'est quelque chose de tout à fait logique du point de vue de la systématique que de nous rallier à cet endroit au fait de biffer l'alinéa 2a de l'article 2 au chiffre II des dispositions transitoires.

Angenommen – Adopté

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

97.018

Spielbankengesetz

Loi sur les maisons de jeu

Differenzen – Divergences

Siehe Jahrgang 1997, Seite 1308 – Voir année 1997, page 1308

Beschluss des Nationalrates vom 30. September 1998

Décision du Conseil national du 30 septembre 1998

Bundesgesetz über das Glücksspiel und über die Spielbanken

Loi fédérale sur les jeux de hasard et les maisons de jeu

Aeby Pierre (S, FR), rapporteur: Une vingtaine de divergences opposait nos deux Conseils après un premier examen de cette loi, loi difficile, loi complexe, loi qui a sollicité de manière très soutenue les Commissions des affaires juridiques, aussi bien la nôtre, comme Conseil prioritaire, que celle du Conseil national. Nous arrivons maintenant au terme de nos délibérations. Même si cela ne figure pas sur le programme, nous serons appelés à reprendre cette loi, et l'objectif ici, comme pour la Constitution fédérale, est de mettre enfin un terme à ces délibérations lors des votations finales du dernier jour de cette session.

La Commission des affaires juridiques du Conseil national se réunit après-demain. Peut-être qu'il ne subsistera plus de divergence, auquel cas, pour nous, l'objet serait liquidé. Peut-être qu'il subsistera l'une ou l'autre – de moindre importance, c'est à souhaiter –, auquel cas notre Commission des affaires juridiques siégerait et notre Conseil serait amené à intégrer ces dernières petites divergences – en tout cas, c'est ce que nous souhaitons – dans le courant de la deuxième ou de la troisième semaine de cette session.

Après ces quelques remarques préliminaires, j'en viens à l'article 2. La divergence est essentiellement rédactionnelle: «.... le blanchiment d'argent dans ou par les maisons de jeu.» Considérant que les maisons de jeu, elles-mêmes, peuvent être tentées par des opérations de blanchiment, nous avons accepté, sans aucune opposition, ce complément apporté par le Conseil national, et je vous propose d'en faire autant.

Koller Arnold, Bundesrat: Erlauben Sie mir einleitend zu dieser Differenzbereinigung eine Bemerkung: Der Bundesrat ist der Meinung – und möchte in diesem Sinne an Sie appellieren –, dass Sie alles tun müssen, um das Spielbankengesetz in dieser Session zu verabschieden. Wie Sie wissen, musste der Bundesrat auf diesem Gebiet zweimal die Notbremse ziehen. Er musste es das erste Mal im Jahre 1996 mit dem Erlass eines Moratoriums tun, als sich ein überbordender Kursaalboom – sprich: Geldspielautomatenboom – abzeichnen begann. Leider mussten wir dann im Mai dieses Jahres noch einmal die Notbremse ziehen, um Umgehungen des bundesrätlichen Moratoriums zu vermeiden. Wenn wir das nicht getan hätten, wäre dieses Gesetz zum reinen Papiertiger geworden; wir wären – mindestens in Europa – in kürzester Zeit zum spielbankenreichsten Land geworden.

Es ist klar, dass dieses zweimalige Ziehen der Notbremse kein sehr befriedigender Zustand ist, denn wir haben heute auf der einen Seite die «beati possidentes» – die glücklich Besitzenden –, die Kursäle haben, wie beispielsweise der Kanton Bern, der auf diesem Gebiet halt einmal am schnellsten war, und auf der anderen Seite die sogenannten Habenichtse, die auf diesem Gebiet überhaupt nichts besitzen. Dazwischen gibt es einige Kantone, die versucht haben, irgendwie durch die Maschen zu schlüpfen. Dieser Zustand sollte nicht weiter anhalten. Ich möchte Sie daher dringend bitten, dieses Gesetz wenn möglich in dieser Session zu verabschieden.

Wir werden nachher alles unternehmen müssen – es bleibt uns noch eine grosse Arbeit mit den Ausführungsverordnungen.

Bundesverfassung. Reform

Constitution fédérale. Réforme

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1998
Année	
Anno	
Band	VI
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	96.091
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	01.12.1998 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1159-1163
Page	
Pagina	
Ref. No	20 045 260

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.